



La Cour ne s'oppose pas à l'expulsion de l'imam salafiste D. vers l'Algérie

Le requérant, M. D., est un imam salafiste faisant l'objet d'une mesure d'expulsion du territoire français vers l'Algérie.

Le mardi 17 avril 2018, son avocat a introduit auprès de la Cour une demande de mesure provisoire (article 39 du règlement de la Cour¹) visant à suspendre l'exécution de l'expulsion programmée le jour même à 15 heures.

Eu égard au caractère insuffisamment étayé de la demande, la Cour a décidé d'appliquer temporairement l'article 39 de son règlement et de demander au Gouvernement de ne pas procéder à l'expulsion du requérant vers l'Algérie en raison de risques allégués de traitements contraires à l'article 3 de la Convention. Afin de rassembler les informations complémentaires nécessaires à une prise de décision éclairée, elle a demandé au requérant et au Gouvernement de présenter leurs observations dans un délai de 72 heures fixant l'échéance au vendredi 20 avril à midi.

Le jeudi 19 avril, à la lumière des informations fournies par les parties, la Cour décide de lever l'application de la mesure provisoire et de ne pas s'opposer à l'expulsion de l'imam salafiste D. vers l'Algérie.

Rédigé par le greffe, le présent communiqué ne lie pas la Cour. Les décisions et arrêts rendus par la Cour, ainsi que des informations complémentaires au sujet de celle-ci, peuvent être obtenus sur www.echr.coe.int. Pour s'abonner aux communiqués de presse de la Cour, merci de s'inscrire ici : www.echr.coe.int/RSS/fr ou de nous suivre sur Twitter [@ECHRpress](https://twitter.com/ECHRpress).

Contactés pour la presse

echrpess@echr.coe.int | tel: +33 3 90 21 42 08

Denis Lambert (tel: + 33 3 90 21 41 09)

Tracey Turner-Tretz (tel: + 33 3 88 41 35 30)

Inci Ertekin (tel: + 33 3 90 21 55 30)

Patrick Lannin (tel: + 33 3 90 21 44 18)

Somi Nikol (tel: + 33 3 90 21 64 25)

La Cour européenne des droits de l'homme a été créée à Strasbourg par les Etats membres du Conseil de l'Europe en 1959 pour connaître des allégations de violation de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950.

1 Voir fiche thématique [Mesures provisoires](#).